

## Communiqué de presse du 24 mars 2006

### Déconstruction des navires en France et en Europe : Une nouvelle « mission » se met au travail...

L'Institut Français de la Mer (IFM rappelle que :

- La viabilité de la (re)constitution en Europe, « à technologie constante », d'une filière déconstruction, activité à faible valeur ajoutée et fortement consommatrice de main d'œuvre, n'est pas aujourd'hui démontrée. De toute façon, une telle initiative ne pourrait répondre de manière viable aux besoins de « ferrailage » des navires en raison du montant des subventions publiques à allouer à une telle opération.
- De plus une solution de cette nature - sur les plans économique, social, humain, et éthique - serait à la fois inappropriée et choquante vis-à-vis des pays en voie de développement exerçant cette activité. De fait, ils ont des atouts en ce domaine qu'ils doivent être en mesure de faire jouer dans une perspective de croissance, et en offrant de réelles possibilités de travail et de promotion sociale à leurs populations littorales.
- Ce problème mondial ne peut avoir qu'une solution mondiale. Dans ce domaine, la « mondialisation inévitable » doit devenir une « mondialisation choisie » grâce à un cercle vertueux et « gagnant - gagnant » : les pays industriels trouvant une solution économique et fiable de déconstruction des coques en fin de vie qui attendent à l'heure actuelle dans leurs ports ; les pays en développement consolidant cette activité par des critères de qualité et de sécurité la rendant à la fois incontestable, efficace, et facteur de progrès.
- Tous les ingrédients sont réunis de facto pour que s'accélère un mouvement nord - sud en ce sens (dont d'ailleurs les mesures prises pour le *Clemenceau* constituaient l'avant-garde). Et ce en ligne avec les recommandations proposées par les grandes organisations internationales comme l'OMI et l'OIT (transfert de technologie, coopération technique renouvelée et approfondie entre les parties, etc.).
- La France, fidèle à sa vocation historique de dialogue, doit se concentrer essentiellement sur la possibilité d'accélérer - avec le concours de l'Europe - la mise en place des solutions adéquates au niveau international. De fait au rythme actuel, les premières vraies mesures universelles ne pourraient pas « sortir » avant 2008/2010... sans parler de leur application !

- Pour l'IFM, il importe que notre pays engage donc prioritairement cette action certes peu voyante, mais incomparablement plus honnête et adaptée que de se concentrer sur le leurre d'une initiative nationale dont chacun sait (et reconnaît tout bas) qu'elle ne pourrait être que sans lendemain.

L'IFM qui a été judicieusement consulté sur la création de la mission interministérielle chargée d'étudier et de faire des recommandations pour une filière dite « de déconstruction des navires en France et/ou en Europe », insiste donc sur le principe de réalité qui doit inspirer les travaux de ladite mission, dont il est disposé à être un partenaire actif... et réactif.

